

JAPON

L'écart de revenu par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE persiste depuis une décennie en raison d'un ample déficit de productivité. Le gouvernement a annoncé une stratégie pour la croissance qui vise à stimuler les revenus, notamment dans les secteurs de l'environnement, de la santé et du tourisme, mais il doit aussi consacrer davantage d'efforts aux réformes suivantes de la réglementation pour stimuler la demande et accélérer les gains de productivité.

Priorités fondées sur des indicateurs

Réformer la réglementation des industries de réseau

La réglementation des industries de réseau est plus stricte que la moyenne dans les pays de l'OCDE, ce qui constitue un frein à la concurrence et limite la productivité. .

Mesures prises : Le processus de privatisation de la Banque postale et des Assurances postales du Japon, qui devait s'achever en 2017, a été interrompu. Le gouvernement a proposé de revoir la loi sur la radiodiffusion afin d'intégrer les services de radiodiffusion et de communications.

Recommandations : Améliorer l'efficacité dans les industries de réseau – en particulier l'électricité – en poursuivant la déréglementation et les privatisations, et renforcer la politique de la concurrence. La privatisation de la Poste japonaise devrait être menée à bien comme prévu dans la loi de 2005, afin d'encourager un redéploiement des ressources vers des investissements privés plus productifs.

Réduire le soutien aux producteurs dans l'agriculture

Le niveau du soutien aux producteurs agricoles reste deux fois plus élevé que la moyenne OCDE, ce qui fausse les échanges et la production, tout en portant les prix à la consommation des produits agricoles largement au-dessus des prix mondiaux.

Mesures prises : Le gouvernement a mis en place un système d'aide directe au revenu pour certaines céréales, dont le riz, à titre d'essai en 2010.

Recommandations : Réduire encore le niveau du soutien à l'agriculture et remplacer les aides liées à la production par des aides directes aux exploitants, afin de réduire les effets de distorsion sur les échanges et les décisions de production.

Réduire le dualisme de la protection de l'emploi

La forte proportion de travailleurs non réguliers, qui représentent plus d'un tiers de l'emploi total, décourage la formation en cours d'emploi et soulève des problèmes d'équité du fait des inégalités de salaire et de protection sociale qui en découlent.

Mesures prises : Le gouvernement a révisé la loi sur l'assurance chômage en 2009 pour assouplir les conditions d'ouverture des droits et, en 2010, il en a étendu le champ d'application à de nouvelles catégories de travailleurs.

Recommandations : Réduire la protection de l'emploi pour les travailleurs réguliers et élargir la couverture sociale des autres, afin que le coût social de l'emploi soit le même pour tous les types de contrat.

Autres grandes priorités

Limiter les restrictions à l'IDE

Le faible stock d'investissements directs provenant de l'étranger – le plus bas de toute la zone OCDE, à 4 % du PIB – limite la concurrence, surtout dans les services.

Mesures prises : Le gouvernement a décidé de mettre en place un système de zones spéciales pour revitaliser les économies locales, notamment en y attirant des entreprises étrangères. En 2010, il a annoncé un programme destiné à faciliter les entrées d'IDE dans la perspective de faire du Japon une plateforme pour l'investissement étranger en Asie.

Recommandations : Promouvoir les entrées d'IDE en réduisant les restrictions légales ou autres dont elles font l'objet, en particulier dans les services, et améliorer l'environnement des entreprises par des réformes de la fiscalité et du marché du travail pour attirer les investisseurs étrangers.

Améliorer l'efficacité du système fiscal

Abaisser les impôts sur les sociétés et améliorer l'efficacité du système fiscal. Avec l'impôt sur les sociétés le plus élevé des pays de l'OCDE et l'impôt sur la consommation le plus bas, le régime fiscal du Japon entrave la productivité.

Mesures prises : En 2010, le gouvernement a donné son accord de principe pour ramener le taux de l'impôt sur les sociétés au niveau moyen observé dans les grands pays et revoir les dépenses fiscales en vue d'élargir l'assiette des impôts.

Recommandations : Appliquer comme prévu la réforme de l'impôt sur les sociétés, et augmenter l'impôt sur la consommation et les impôts fonciers afin de dégager les recettes nécessaires pour financer la hausse des dépenses sociales et améliorer le solde budgétaire.

JAPON

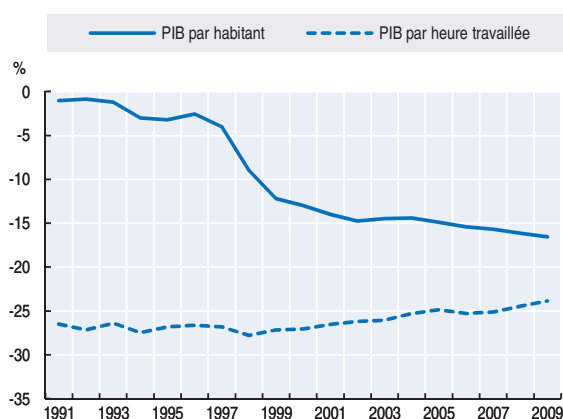
Indicateurs structurels

Taux annuel moyen de croissance, en pourcentage

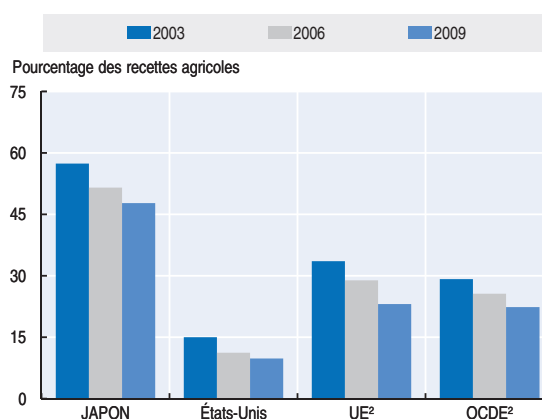
	1999-2009	1999-2004	2004-09
PIB par habitant	0.9	1.0	0.8
Utilisation des ressources en main-d'œuvre	-0.8	-0.9	-0.8
dont : Taux d'emploi	-0.4	-0.3	-0.4
Nombre moyen d'heures travaillées	-0.4	-0.6	-0.3
Productivité du travail	1.7	1.8	1.6
dont : Intensité capitalistique	0.6	0.8	0.4
Productivité multifactorielle	1.1	1.1	1.1

Source : OECD (2010), estimations fondées sur la Base de données du n° 88 des Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections.

A. L'écart de PIB par habitant subsiste
Écart par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE¹

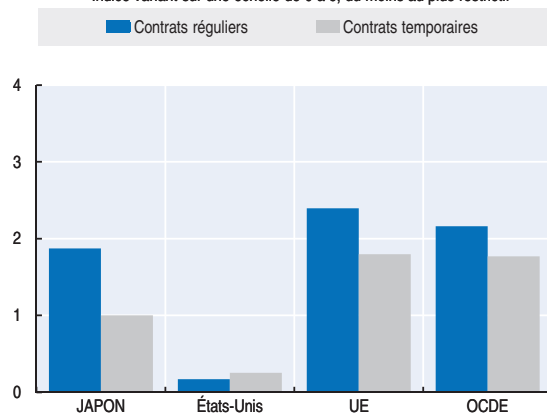


B. Le niveau de soutien à l'agriculture demeure très élevé



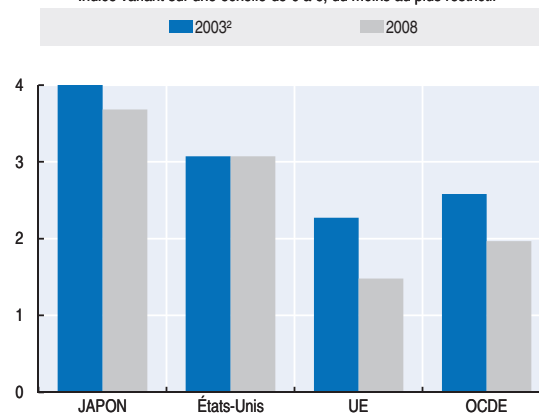
C. La législation sur la protection de l'emploi est relativement déséquilibrée, 2008

Indice variant sur une échelle de 0 à 6, du moins au plus restrictif



D. Les obstacles réglementaires à l'entrée dans les industries de réseau restent restrictifs

Indice variant sur une échelle de 0 à 6, du moins au plus restrictif



1. Écart en pourcentage par rapport à la moyenne simple des 17 pays de l'OCDE les mieux classés en termes de PIB par habitant et de PIB par heure travaillée (sur la base des PPA constantes de 2005).
2. Moyenne des pays européens de l'OCDE. Les moyennes UE et OCDE ne comprennent pas le Chili, l'Estonie, Israël et la Slovaquie.

Source : Graphique A : OCDE, Bases de données des comptes nationaux et du n° 88 des Perspectives économiques ; graphique B : OCDE, Base de données sur les estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs ; graphique C : OCDE, Base de données sur l'emploi ; graphique D : OCDE, Base de données sur la réglementation des marchés de produits.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932386928>